

ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLIQUE

400 milliards de dettes en 2004

L'application progressive des réformes hospitalières se heurte, selon les spécialistes du secteur, à nombre d'entraves relatives au système de financement inadéquat avec une demande en soins grandissante et une organisation incohérente de l'offre de ces soins.

L'endettement des établissements de santé, selon le dernier rapport sur la santé en Algérie publié en décembre dernier, fait état de plus de quatre milliards de créances dont 1,3 milliard de dinars dus aux arriérés non réglés de personnels (indemnités de garde, primes de performances, de contagion et d'intéressement).

Le reste des dettes est réparti comme suit : 2,418 milliards de dinars pour la Pharmacie centrale des hôpitaux, 248,9 millions de dinars pour l'Institut Pasteur, 178,279 millions de dinars des créances de Sonelgaz,

97,719 millions de dinars pour l'Institut médico-chirurgical, 56,170 millions de dinars pour Socothyd, 63, 394 millions de dinars pour l'entreprise des eaux, 27,529 millions pour les P et T, 11,987 millions pour l'ENGI, et enfin 8,762 millions de dinars pour NAFTAL.

Le budget des établissements sanitaires en baisse depuis 1987 et la dévalorisation du dinar entraînent une situation pénalisante et un dysfonctionnement dans le système de financement de la santé qui s'est caractérisé par une allocation et une répartition des ressources inadéquates et insuffisantes, un budget pour les hôpitaux non négocié, une absence de maîtrise des coûts et des dépenses avec un déséquilibre des budgets des secteurs sanitaires au profit de l'hôpital du secteur et au détriment des structures extra-hospitalières.

L'organisation du financement a de tout temps constitué un dossier épineux qui ne peut être appesanti que par l'éclaircissement des ressources, les modalités de financement des hôpitaux, le financement contractualisé des activités et non des structures, les conditions d'octroi des allocations budgétaires et la facturation rationnelle.

Les modalités de financement actuel reposent essentiellement sur une contribution forfaitaire de l'Etat, de la CNAS et des ménages.

Les dépenses de rémunération du personnel se stabilisent en moyenne autour de 68% (76% pour les secteurs sanitaires, 62% pour les EHS et 57% pour les CHU).

Les dépenses en médicaments consommables et réactifs avoisinent les 83% du taux de fonctionnement. Les dépenses de formation y compris la rémunération des rési-

dents et des internes ne dépassent pas les 3% et la recherche médicale est inférieure à 0,5%.

La réforme promise s'articule sur la recherche de nouveaux gisements de financement, la contractualisation par la mise à jour de la no enclature des actes médicaux et de la tarification et l'exonération des hôpitaux des taxes douanières concernant l'équipement.

Ces mesures urgentes doivent être accompagnées par d'autres mesures financières nécessaires, selon les professionnels de la santé. "Un effacement des dettes serait d'un apport considérable si l'on voudrait une application réussie des réformes hospitalières", indique-t-on.

Le ministre de la Santé et de la Population ne s'est pas encore prononcé sur la question.

Ilhem Tir

PRIVATISATION DES ENTREPRISES
DU SECTEUR DU BETIMENT

Une commission mixte à pied d'œuvre

Le président de la Fédération des travailleurs des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH) a pris langue avec le président du SGP INDJAB. Objectif : désamorcer la crise au sujet de l'épineuse question de la privatisation des entreprises du bâtiment. Une commission mixte a été installée afin d'étudier au cas par cas l'ensemble des entreprises privatisables.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Contacté hier, M Bekkouche, premier responsable de la fédération, a indiqué que c'est en présence du chargé des conflits, délégué par la Centrale syndicale, que la rencontre a eu lieu.

Le syndicaliste a, encore une fois, fait part des inquiétudes des travailleurs quant à la préservation des postes et de l'outil de travail. Une réunion similaire devra se tenir dès que ladite commission aura rendu son rapport.

Intervenant hier sur les ondes de la Chaîne III, le président du SGP a indiqué que ses services avaient reçu plusieurs offres émanant aussi bien d'opérateurs nationaux qu'étrangers. Certaines unités pourraient également être reprises par

des travailleurs sous forme de prises de capital. Une revendication inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de la fédération qui s'était tenue le 18 janvier dernier.

Lors de cette réunion, les travailleurs avaient réclamé la suspension immédiate et sans conditions de la liquidation des entreprises, des privatisations et des "restructurations anarchiques".

Autres revendications exprimées, le choix judicieux des responsables, la mise en place de plans de charge compatibles avec les capacités réelles des entreprises et le paiement des créances détenues auprès de l'Etat.

La fédération avait également demandé à ce qu'il soit mis fin à la "ségrégation" dans la fixation du prix de référence du mètre carré appliqué aux entreprises publiques et privées. Leur cible première, la société de gestion des participations INDJAB, qu'ils accusent de précipiter la banqueroute des entreprises publiques.

"Cette SGP a adopté une stratégie de fuite en avant et s'ingénie à détruire ce qui reste des entreprises du bâtiment plutôt que de les encourager à concrétiser le projet de construction des 200 000 logements par an" considère la fédération du

BTPH qui s'étonne de l'incohérence des pouvoirs publics. Les 226 000 travailleurs affiliés à la fédération avaient promis de recourir à des actions spectaculaires afin de bloquer le processus. Des menaces qui ne semblent pas faire fléchir les pouvoirs publics.

Sur le site du ministère délégué chargé de la participation et de la promotion de l'investissement, le secteur du bâtiment figure en bonne place. Au moins 73 entreprises sont répertoriées soit pour une recherche de partenariat soit pour une cession.

Plusieurs appels à des manifestations d'intérêt ont été lancés. C'est le cas de l'ERCA pour laquelle un avis a été déjà émis. "Dans le cadre du plan d'action de la SGP INDJAB, relatif à la privatisation l'entreprise groupe ERCA, société par actions du portefeuille de la SGP INDJAB, met en œuvre la procédure de cession de sa filiale, la Société d'entanche et de peinture en Bâtiment dénommée ETEPEBA EURL au capital de 1 000 000 DA. Le présent appel à manifestation d'intérêt est ouvert à toute personne morale ou physique". Un exemple parmi tant d'autres.

N. I.

ACHAT DE LOGEMENTS
DE PARTICULIER
A PARTICULIERL'offre généreuse
de la CNEP

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) pense à financer l'acquisition, par un particulier auprès d'un autre, d'un logement ancien ou vide, à hauteur de 90% du prix, sans intérêts et sans soutien de l'Etat. Un projet en ce sens, en effet, est "en cours de préparation et de maturation", selon le P-DG de la CNEP-Banque, M. Ferhat Mecibah qui intervenait hier à l'hôtel El-Aurassi, lors d'une journée d'information sur le lancement de trois nouveaux produits d'épargne, également sans intérêts. En fait, le premier responsable de "la banque de la famille", avec 7 millions de clients, 500 milliards de dinars d'épargne déposée par les ménages et "un bon exercice 2004 et des perspectives meilleures en 2005", a mis l'accent sur la volonté de son établissement d'exploiter le gisement que constituent, selon lui, le million de logements vides et fermés recensés à travers le pays et qui peuvent être loués ou vendus. En outre, l'objectif est de permettre, selon M. Mecibah, aux personnes intéressées et âgées de 70 ans au maximum, d'acquiescer ce logement en versant, mensuellement et sur une durée de trente ans, "un loyer" à la CNEP. Dans ce cadre, ces biens immobiliers seront acquis, "sans fixation de plancher ou de plafond", par les clients éligibles et en fonction de leur capacité d'endettement, devant notaire et par le biais des 500 agences immobilières au niveau du territoire national. Cela même si la question de la rentabilité, "qui s'améliore et constitue pour nous un élément important de sécurité", se pose néanmoins pour cette banque dont le responsable écarte toutefois une simple action de mécénat et insiste plutôt sur la convergence de positions entre le client et la banque.

Un mode "accompagné" de financement de l'accès au logement, proche de celui de la location-vente et qui s'inscrit dans la volonté de cette institution, qui a octroyé jusque-là quelque 250 000 crédits immobiliers, de recentrer son activité sur le marché du logement, tant promotionnel que social participatif et de participer au programme de construction d'un million de logements à l'horizon 2009.

Le crédit automobile
a très bien marché mais...

A ce propos, le P-DG de la CNEP-Banque a précisé que le crédit automobile "a très bien marché, plus de 60 000 crédits ont été octroyés, aucun dinar n'a été dépensé pour la publicité et aucun sinistre et pénalités n'ont été enregistrés". Une formule qui a certes "permis à des dizaines de milliers de gens de réaliser leurs rêves et de renouveler le parc automobile" mais qui a été cependant suspendue, selon M. Mecibah, "car nous estimons avoir fait le plein et le personnel, en charge de ce produit, sera reconverti". Tenant un discours vague sur la question des 32 000 logements réalisés par la CNEP et invendus, le P-DG de cette banque a relevé l'existence à l'intérieur du pays, d'une dizaine de milliers de logements qui restent à vendre. Tout comme il a indiqué qu'il n'y a plus de logements vides décentralisés, en arguant de la transparence dans la distribution de 30 000 logements par les collectivités locales.

Lancement en vue de 8000
logements location-vente

Quant au programme de réalisation de 65 000 logements location-vente, le P-DG de la CNEP a précisé que "le processus suit son cours et est en bonne voie". En fait, les terrains ont été choisis et les études finalisées pour le lancement des chantiers pour un peu plus de 8 000 unités, en attendant, selon M. Mecibah, que "les autres instances concernées interviennent dans le règlement des contraintes administratives et de foncier pour le reste". Par ailleurs, inscrite dans le cadre de la modernisation des systèmes de paiements de masse et de celle de l'interbanquarité, la carte bancaire sera prochainement lancée par la CNEP et "les choses avancent bien" selon lui. Cela même si ce P-DG a précisé que de "fortes pressions pèsent sur nous" et que tout dépend d'un problème de "maturation" et de "montée en cadence des investissements qui restent à faire".

Chérif Bennaceur

AVIS DE DECES

La famille Khettab et alliés ont la douleur de faire part du décès de leur frère, père et grand-père
Khettab Ahmed dit « Si Mouh »
Que Dieu accueille le défunt en Son Vaste Paradis.

LA PREMIERE ENTREPRISE OPERATIONNELLE
DEPUIS HIER

"Allô, taxi !"

Ça y est ! c'est officiel. La première société de radio-taxi à Alger est opérationnelle. Le coup d'envoi officiel a été donné par le ministre des Transports, M. Mohamed Meghlaoui, au cours d'une cérémonie organisée au niveau du parc d'entretien de l'entreprise sis à Birkhadem.

Amir G. - Alger (Le Soir) - G7-Taxi, est le nom de la toute première société de taxis qui active dans la capitale. L'entreprise qui dispose actuellement d'une flotte de 60 véhicules, emploie 120 chauffeurs formés par le CNEPD. Ces derniers ont reçu une formation qui a porté sur la mécanique générale, le secourisme, la circulation routière ainsi que la géographie locale. Le directeur de l'entreprise a souligné que l'entreprise fonctionne en mode H24 et 7 jours sur 7. Il n'en demeure

pas moins que durant la nuit et les jours fériés la société tourne à hauteur de 20 % de ses capacités. Un standard téléphonique de 6 lignes est mis à la disposition des clients. Ces derniers par contre doivent commander les services d'un radio-taxi en composant un seul numéro de téléphone (021 56 56 56).

Quatre opérateurs sont rattachés à la salle de trafic. Ils sont chargés de recueillir les appels et établir les liaisons avec les véhicules en circulation. La première entreprise de

taxis dispose de 100 stations mobiles Motorola GM340 et de deux autres stations portatives GP 340 réservées au personnel d'encadrement.

Le directeur de la G7-Taxi, affirme pour sa part que ses effectifs ambitionnent de rejoindre le client en attente dans un délai situé entre 10 et 15 minutes. Quant à la facturation, le même responsable souligne que celle-ci se fait de la tarification en vigueur. Seulement, a-t-il ajouté, le chauffeur met son compteur en marche dès la réception de l'ordre de se rendre chez le client en attente. Il est à rappeler que l'entreprise a été fondée sur fonds propres pour un investissement global de 78 000 000 de dinars. Une acquisition de 40 autres véhi-

cules par le biais des crédits bancaires n'est pas à exclure.

Les objectifs de l'entreprise restent l'achat d'une vingtaine de voitures par mois. Sur le moyen terme, il est prévu la création de 1 000 postes d'emploi direct pour un parc roulant de quelque 500 véhicules. Il est également à prévoir le développement du système de communication en intégrant de nouveaux outils de technologie comme le GPS.

Le ministre qui a salué la création de pareilles entreprises, a promis que son département apportera son soutien tant que cela se fait dans le respect des lois en vigueur et de création d'emplois.

A. G.